



Procès Verbal Conseil de Communauté Du 19 octobre 2010

Membres présents : 18

Mmes Trindade (Cazals des Bayles), Milési (Lagarde), Lopez (Malegoude), Verdier (Manses), Quillien (Mirepoix), Roméra (Troye d'Ariège) ;

MM. Mascarenc (Aigues-Vives), Barthez (Belloc), Huillet (Camon), Barrou (Léran), Lefrançois (Limbrassac), Cid (Mirepoix), Cibiel (Mirepoix), Rougé (Mirepoix), Michau (Moulin Neuf), Sanchez (Roumengoux), Audabram (St Julien de Gras Capou), Soula (Tourtrol).

Procurations : Lazerges (St Quentin la Tour) à M. Michau

Absents excusés : Mme De Bruyne (Régat), MM. Carballido (Dun), Taurine (Le Peyrat), Terpant (Montbel), Labadie (Ste Foi), Douterluingne (Pradettes),

Votes : 19

Le 19 octobre 2010 à 20 heures 30, le Conseil de la Communauté, dûment convoqué, s'est réuni à la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques Michau.

Approbation compte rendu

Le compte rendu de la séance du 11 octobre 2010 est approuvé à l'unanimité.

1. Convention ATESAT

Après discussion, le Conseil intercommunal accepte la convention d' Assistance Technique fournie par ce service de l'Etat (ATESAT). Par cette convention, les services de la Direction Départementale des Territoires (DDT), accompagne la Communauté de Communes sur l'étude de la compétence voirie. Le montant annuel de cette assistance se monte à 4 609, 18 € pour l'année 2010.

Pour : 9 Abstentions : 10 Contre : 0

2. Convention SPA 2011

De part ses compétences, la communauté de communes prend en charge pour ses communes la participation versée à la Société Protectrice des Animaux pour l'accueil des animaux errants.

Pour 2011, le coût de cette participation est de 1 € par habitant soit une augmentation de 25 % par rapport à 2010. Malgré la très forte augmentation de la contribution annuelle, le Conseil décide la reconduction de la convention de fourrière pour 2011. En effet ce service, même s'il est perfectible, est indispensable aux communes.

Pour : 19

3. Convention RECAERO

Lors du conseil du 31 mars dernier, le Conseil a débattu de la prorogation de l'aide au projet de développement de la **Sté Recaero composites** à Mirepoix pour 50 000 €. La convention comportait une clause qui contraignait la Société à ne pas mobiliser les aides relatives au Bassin d'Emploi à Redynamiser (BER). Cette clause avait été prévue afin que le développement soutenu financièrement par le territoire ne puisse pas en même temps être exonéré de taxe professionnelle. La réforme fiscale ayant supprimé cette fiscalité, l'enjeu financier pour le territoire n'est plus le même. Les autres partenaires publics départementaux de ce projet ont également reconduit cette convention.

Le Conseil décide de signer la convention de prorogation sans cette mention. L'entreprise pouvant, de fait, faire appel aux autres mesures incitatives prévues par le dispositif BER.

La prorogation est autorisée soit jusqu'au 31 mars 2012.

Pour : 19

4. Gestion du Personnel

4.1 – Fermeture d'un poste de rédacteur

Le Conseil décide la fermeture d'un poste de Rédacteur Territorial affecté au service de la Médiathèque.

Pour : 19

4.2 – Création de poste

Dans l'attente de la reconduction en 2011 de la convention Lecture publique qui lie la Communauté de communes au Conseil Général et qui régit les obligations en terme d'emplois, le Conseil décide l'ouverture d'un poste de contractuel de 26h hebdomadaires, pour une durée d'un an reconductible, dont la rémunération sera basée sur l'indice brut 306.

Pour : 19

4.3 – Poste chargé de mission voirie

Par décision du 1er juillet dernier, le Conseil a ouvert un poste de chargé de mission pour l'étude préalable à la prise de compétence voirie. Le Conseil décide de modifier les conditions de ce poste car le nombre restreint de candidatures reçues n'a pas permis le recrutement. La rémunération est donc autorisée jusqu'à IB 477 selon le profil et l'expérience du candidat.

Il décide qu'il pourra être pourvu par voie de recrutement direct, de détachement, de mise à disposition ou éventuellement par une mission d'intérim pour une durée de 1 an.

Pour : 19

5. Plan de financement signalétique PAH

Le Conseil Communautaire annule et remplace la délibération concernant le plan de financement du projet de signalétique patrimoniale.

Le plan de financement ayant un peu évolué, une nouvelle délibération est exigée par le comité de programmation LEADER. L'autofinancement intercommunal passe donc de 10 288 € à 10286, 80 €.

Pour : 19

6 – Vente de l'ancien garage

Le Conseil décide d'annuler la délibération du 30 mars dernier, par laquelle avait été décidé la cession du garage intercommunal, situé rue Vidal Lablache, à la Mairie de Mirepoix. En effet, après l'étude d'un projet d'aménagement de ce lieu en parking, il s'est avéré que selon l'avis de l'ABF, la démolition n'était pas possible. De fait, la Mairie ne souhaite pas acquérir ce bâtiment.

Le Conseil décide d'accepter une proposition pour l'achat du garage d'un montant de 70 000 €.

Pour : 19

7 - Subvention à l'association Mirepoix en Avant

Le conseil décide de soutenir le développement sur l'ensemble du territoire des actions de l'association des commerçants « Mirepoix en Avant », en octroyant une aide de 2 000 € à cette association.

L'association des commerçants « Mirepoix en avant » a décidé d'élargir son action à l'ensemble de la Communauté de Communes, l'activité de cette association est un moteur important pour la dynamisation et la réussite de l'OCUR qui est entrée dans sa phase opérationnelle.

Pour : 19

8 - Réforme fiscale - Transfert de la taxe d'habitation du Département au bloc communal

Dans le cadre de la réforme fiscale supprimant la Taxe Professionnelle, l'Etat a prévu que cette perte de ressources pour les communes ou les groupements percevant la TP serait compensée en partie par le transfert de la part de taxe d'habitation que percevait en 2010 les Départements. Les études conduites aux niveaux national et local ont fait ressortir, malgré l'engagement du gouvernement que cette réforme serait neutre pour les contribuables et les collectivités, que ce transfert était susceptible d'avoir des conséquences non négligeables.

Sur les ménages pour deux raisons :

- des politiques d'abattement différentes entre le département et le bloc communal(communes et communautés),
-

- et des valeurs locatives moyennes différentes d'un échelon à l'autre (ces valeurs servent de base au calcul des abattements de taxe d'habitation).

Pour les communes ou communautés :

- tout vote d'un abattement aurait un impact sur le montant de leur dotation de compensation de la taxe professionnelle. Celle-ci serait diminuée de la valeur des abattements votés.

Les associations d'élus se sont mobilisées pour alerter le gouvernement sur ces répercussions. Le 15 octobre dernier, les ministres de l'économie, de l'intérieur, du budget et des collectivités locales ont annoncé qu'un amendement à la loi de finances 2011 viendrait « assurer de façon automatique la neutralité de la réforme pour les contribuables sans qu'il soit besoin de modifier la politique fiscale mise en oeuvre localement ».

Au vu de ces engagements écrits des ministres, le conseil intercommunal se positionne sur la non reprise des abattements du département sans impact sur les contribuables locaux, ni sur les finances de la communauté.

Le conseil intercommunal demande aux services fiscaux de veiller à la mise en oeuvre de ces mesures de neutralisation des effets de la réforme, tant au niveau des contribuables que des ressources intercommunales.

Pour : 19

- 22 heures : FIN DE SEANCE -